

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 18/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOLLORE ENERGY

93 RUE DE LA CHARTE
68400 Riedisheim

Références : 0006700519_2025_01_23_BOLLORE_VIIC osout CI
Code AIOT : 0006700519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement BOLLORE ENERGY implanté 93 RUE DE LA CHARTE 68400 Riedisheim. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de Riedisheim de la société BOLLORE ENERGY a fait l'objet de plusieurs arrêtés préfectoraux depuis 1992 (dont les arrêtés du 1^{er} janvier 1992, du 10 mars 1994 et du 6 mars 2002) afin de caractériser la pollution de la nappe au droit du site, de déterminer son origine, de définir un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et de mettre en place des dispositifs de traitement adaptés à l'usage.

En effet, le site est situé sur l'emprise d'une ancienne zone industrielle datant du début du vingtième siècle (avec des activités diverses qui se sont succédées dont des dépôts pétroliers) qui a été partiellement détruite durant la seconde guerre mondiale. De plus, une fuite de FOD a été

constatée en 1986 sur les installations de la société RHIN RHÔNE (reprises par BOLLORÉ ENERGY) sur une canalisation reliant les postes de dépotage des wagons-citernes, à l'époque, et la salle des pompes, qui a conduit à mettre en place un diagnostic et une campagne de dépollution.

Les études menées (dont les rapports de la société WCI-ECOAUDIT n° CS010005 de mai 1995 et de la société GRS VALTECH n° 02T325-01 du 22 août 2002), ont mis en évidence une pollution de la nappe aux hydrocarbures (avec présence d'une phase libre dénommée également phase flottante), au plomb (le plomb était utilisé comme additif dans les essences) et au naphthalène-décahydro (produit dénommé Décaline, produit pétrolier utilisé comme solvant, de couleur jaune translucide insoluble et stable), la présence de HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) et de BTEX (composés organiques volatiles composés de benzène, de toluène, d'éthylbenzène et de xylène) mais en faible proportion (en dessous des seuils de référence) ont également été relevés.

Un traitement de la pollution a été mis en place (rapport de la société SITA n° S1030140 du 30 septembre 2003) par pompage et écrémage de la phase libre d'hydrocarbures.

Les pompages se sont poursuivis, jusqu'en 2010, et jusqu'à atteindre une valeur de 0,39 mg/l au piézomètre BO2, 0,13 mg/l au BO1 et 0,25 mg/l au droit du piézomètre BO3.

D'après le bilan de 2012 effectué par la société SITA-REMEDIATION prestataire du suivi des opérations de dépollution, 1200 litres de fioul domestique ont été récupérés essentiellement entre juillet 2003 et septembre 2004, représentant 78 % estimés du volume d'hydrocarbures libres mobilisables.

A la suite d'un contrôle de 2012 du service d'inspection sur le suivi de cette pollution, les prescriptions ont été complétées par l'arrêté du 24 janvier 2013 afin :

- d'imposer une mesure des flottants de manière hebdomadaire,
- de mettre en œuvre des phases de pompage-écrémage et phases de désorption des terrains, jusqu'à stabilisation en dessous d'1 mg/l de la teneur en hydrocarbures,
- de tracer les périodes de pompage et comptabiliser les hydrocarbures recueillis.
- de réaliser un bilan quadriennal de l'évolution de la pollution, en vue, après analyse, d'adapter la surveillance.

La présente visite s'inscrit donc dans le cadre du suivi du contrôle de cette pollution par le biais notamment d'un contrôle inopiné avec prélèvement effectué par le Centre d'Analyses et de Recherches.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOLLORÉ ENERGY
- 93 RUE DE LA CHARTE 68400 Riedisheim
- Code AIOT : 0006700519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site BOLLORÉ Riedisheim est un dépôt pétrolier dont les activités exclusives sont : la réception, le stockage et l'expédition de produits pétroliers (Gazole, Fioul domestique), bruts ou modifiés (additivés et/ou colorés) et produits dérivés tel que l'EMAG (esther méthylique d'acide gras) ou diesel HVO (Hydrotreated Vegetable Oil).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.1	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	2 mois
6	Actions correctives	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.1 et 9.1.5.4.	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
7	Dispositif de dépollution	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.5.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Bilan quadriennal	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.6.	Prescriptions complémentaires	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.2.2.	Sans objet
3	Surveillance des rejets d'eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.4.1	Sans objet
4	Gestion du réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.2.	Sans objet
5	Suivi piezométrique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.3	Sans objet
9	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 4.2.3.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relève trois non-conformités aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2013 relatives à la surveillance des eaux souterraines. Le service d'inspection propose en conséquence au préfet une mise en demeure sur l'absence de mise en place du dispositif de traitement requis et l'absence d'un plan d'action approprié. Le service d'inspection propose également un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires afin de renforcer la surveillance de la nappe et d'évaluer son incidence sur le milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées peut, à tout moment, éventuellement de façon inopinée, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibration.
Constats : La présente visite s'inscrit dans le cadre d'un contrôle inopiné réalisé à la demande du service d'inspection sur la surveillance des eaux souterraines avec prélèvement. Les prélèvements ont été effectués par le Centre d'analyses et de recherches en présence en partie du service d'inspection (présent pour les prélèvements réalisés sur les piézomètres identifiés B08, B01 et B02). Les paramètres analysés concernent l'indice hydrocarbures et le plomb total. Le rapport a été adressé au service d'inspection par courrier électronique du 3 juillet 2025. Les conclusions de ce rapport mentionnent : <ul style="list-style-type: none">- l'absence de dépassement de la valeur limite autorisée pour le plomb total (valeur correspondante à celle fixée par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique, soit à 10 µg/ L),- la présence d'une phase libre flottante dans le piézomètre B08,- des valeurs pour deux piézomètres (B08 et B02 respectivement de 10 mg/l et 7,4 mg/l) pour l'indice hydrocarbures alors que l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 fixe une valeur à 1 mg/l. Il est à noter la présence d'absorbant dans les piézomètres B01 et B02 qui ne permettent pas d'apprécier la présence réelle de flottant dans ces derniers. Ces constats par rapport à la prescription susvisée n'appelle pas d'observation. L'interprétation de ces résultats sera effectuée dans les constats ci-après.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : La qualité de l'indice d'hydrocarbures des eaux souterraines est contrôlée semestriellement à partir de points de contrôle piézométriques existants suivants sur site: <ul style="list-style-type: none">• BO1: n° BSS 04136X0576/B01,• BO2 : n° BSS 04136X0483/DEP1• BO3 : n° BSS 04136X0484/DEP2• BO4: n° BSS 04137X0252/B04• et extérieur au site BO7 : 04136X1440/B07 Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux

limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique).

Une mesure des flottants est pratiquée hebdomadairement.

Les substances visées à l'annexe 1 modifiée de l'arrêté du 26 janvier 2010 feront l'objet d'une quantification sur au moins un prélèvement d'eau souterraine, au niveau de chacun des piézomètres contrôlés. Dans le cas de leur détection, leur surveillance analytique piézométrique est poursuivie avec une périodicité annuelle.

[...]

Constats :

Le service d'inspection a constaté que la qualité de l'indice d'hydrocarbures des eaux souterraines est contrôlée trois fois par an au niveau des sept piézomètres listés ci-après :

- BO1 : n° BSS 04136X0576/BO1, référencé également BSS001DBNC dans la base de données du BRGM,
- BO2 : n° BSS 04136X0483/DEP1, référencé également BSS001DBJT dans la base de données du BRGM,
- BO3 : n° BSS 04136X0484/DEP,2 référencé également BSS001DBJU dans la base de données du BRGM,
- BO4 : n° BSS 04137X0252/BO4, référencé également BSS001DCSS dans la base de données du BRGM,
- BO7 à l'extérieur du site : 04136X1440/BO7, référencé également BSS001DCEE dans la base de données du BRGM,
- BO8 : situé à l'amont du site (en amont immédiat des cuves C6 et C5), non référencé dans la base de données du BRGM,
- BO9 : situé à l'aval du site entre le BO3 et le BO4, non référencé dans la base de données du BRGM.

Les ouvrages BO8 et BO9 ont été réalisés en 2019 et intégrés à la surveillance par BOLLORE ENERGY. Le BO9 a été ajouté en raison de l'assèchement régulier du BO4. Le BO8 a été mis en place en amont du site pour renforcer la surveillance à la suite de la remédiation effectuée par SUEZ.

Le service d'inspection a par ailleurs constaté la présence de ces piézomètres sur site à l'exception du BO7.

Le service d'inspection a consulté les rapports de surveillance des eaux souterraines réalisés en mars, juin et septembre 2024 (rapports réalisés par la société ANTEA et référencés respectivement A129195/A du 14/05/2024, A131425/A du 20/08/2024 et A132749/A du 23 janvier 2025) relatif à la surveillance de l'indice hydrocarbures et du plomb. Le service d'inspection relève que les fréquences de surveillance définies dans la prescription susvisée sont respectées. Cette fréquence est supérieure à celle imposée en application de certaines recommandations identifiées dans les rapports de surveillance.

Toutefois, le service d'inspection a constaté que ces résultats mettent en évidence des dépassements des limites fixées dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007, relatif aux limites et références de la qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine, pour l'indice hydrocarbures total (seuil fixé à 1 mg/l) et pour le plomb (à 10 µg/l).

En effet, ces rapports mentionnent, pour le plomb, les valeurs suivantes :

- Rapport ANTEA de mars 2024 : 19,4 µg/l au niveau du BO8,
- Rapport ANTEA de juin 2024 : 138 µg/l au niveau du BO8,
- Rapport ANTEA de septembre 2024 : 12,6 µg/l au niveau du BO8 et 35,7 µg/l au niveau du BO1.

Toutefois, aucun dépassement n'est présent dans le rapport du contrôle inopiné du 23 janvier 2025 ni dans le dernier rapport ANTEA de surveillance des eaux souterraines de mars 2025, consultés a posteriori (référéncé n°A136143/A - 12 mai 2025).

De même, ces rapports indiquent, pour l'indice hydrocarbures total (HCT C10-C40), les valeurs suivantes :

- Rapport ANTEA de mars 2024 : 42,2 mg/l sur BO1, 1,12 mg/l sur BO3 et 1,66 mg/l sur BO8 avec 13 cm de phase flottante,
- Rapport ANTEA de juin 2024 : 2,67 mg/l sur BO2, 1,62 mg/l sur BO3 et 587 mg/l sur BO8 avec 13 cm de phase flottante,
- Rapport ANTEA de septembre 2024 : 75,2 mg/l sur BO1, 1,17 mg/l sur BO3, 274 mg/l sur BO8 avec 3 cm de phase flottante,
- Rapport du contrôle inopiné du Centre d'analyse et de recherche effectué le 23 janvier 2025 : 7,4 mg/l sur le BO2 et 10 mg/l sur le BO8 et présence de flottant sur BO8,
- Rapport ANTEA de mars 2025, consulté a posteriori : 1,67 mg/l sur BO1 et présence d'un film de flottant sur BO8.

Il est à noter que les rapports de surveillance réalisés par l'exploitant sont mis à la disposition du service d'inspection sur l'outil de déclaration GIDAF.

Par ailleurs, le service d'inspection a noté que l'exploitant réalise une fois par mois (cf. point de contrôle n° 4), une vérification de la présence de flottant dans les piézomètres avec un prélèvement de ces derniers, le cas échéant. Cette opération ne répond pas entièrement à la prescription susvisée.

Au regard des résultats contenus dans le rapport de surveillance des eaux souterraines de mars 2025 et des suites proposées aux points de contrôle n° 6 et 7, le service d'inspection ne propose pas à ce stade de mise en demeure sur ce point.

Un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires est néanmoins proposé au préfet afin de mettre à jour les ouvrages de surveillance et d'adapter la surveillance (cf. point de contrôle n° 8).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A la suite des dépassements observés l'exploitant met en place les actions demandées dans les points de contrôle n° 6 et 7 afin de respecter les limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine fixées par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007.

L'exploitant procède dès à présent à une mesure de l'épaisseur de flottant de manière hebdomadaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance des rejets d'eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :

Situation du rejet	Paramètres	Fréquence	Point de prélèvement
N° 1 PK : 15130 N° 2 PK : 15350	<ul style="list-style-type: none">• hydrocarbures totaux• DCO• Azote Kjeldhal• MEST• O2 dissous	semestrielle	Conduite de rejet au canal du Rhône au Rhin

[...]

Constats :

Le service d'inspection a consulté les rapports de surveillance des rejets d'eaux superficielles réalisés en mars, juin, septembre et décembre 2024 (rapports réalisés par la société ANTEA et référencés respectivement A129195/A du 14/05/2024, A131425/A du 20/08/2024, A132749/A du 23 janvier 2025, et rapport d'analyse AR-25-LK-007075-01 de la société EUROFINS du 14/01/2025).

Cette surveillance est réalisée trimestriellement.

Le service d'inspection relève que l'ensemble des paramètres susvisées dans la prescription sont analysés et présents dans ces rapports.

Par ailleurs, ces résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral n° 2013024-0002 du 24 janvier 2013.

Ce constat n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion du réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du réseau de surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. [...]

Constats :

Le service d'inspection a relevé lors de la visite terrain que les ouvrages (à l'exception du BO7) étaient visuellement en bon état. Les comptes-rendus des vérifications mensuelles des piézomètres réalisées par l'exploitant (datés du 11/06/2024, 11/07/2024, 16/08/2024, 18/09/2024, 21/10/2024, 08/11/2024, 09/12/2024 et 20/01/2025) ont été examinés par le service d'inspection. Ces comptes-rendus relèvent la présence de flottant de juin à septembre sur les piézomètres BO1,

BO3 et BO8.
Ce constat n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi piezométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piezométrique
Prescription contrôlée : [...] Au moins une fois par an, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.
Constats : Le service d'inspection a constaté que les rapports de surveillance des eaux souterraines réalisés en mars, juin et septembre 2024 (rapports réalisés par la société ANTEA et référencés respectivement A129195/A du 14/05/2024, A131425/A du 20/08/2024 et A132749/A du 23 janvier 2025) ainsi que celui de mars 2025, consulté <i>a posteriori</i> (référéncé A136143/A du 12 mai 2025), contiennent : <ul style="list-style-type: none"> - le niveau piézométrique de chaque ouvrage, - la carte du réseau de surveillance localisant les différents ouvrages, - une carte piézométrique, - le graphique de l'évolution du niveau piézométrique de chaque ouvrage depuis janvier 2019. Ce constat n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.1 et 9.1.5.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Actions correctives
Prescription contrôlée : Article 9.1.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 213024-0002 du 24 janvier 2013 [...] <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
Article 9.1.5.4 de l'arrêté préfectoral n°213024-0002 du 24 janvier 2013 L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Constats :

Les rapports de surveillance des eaux souterraines (listés au point de contrôle n° 2) de l'exploitant n'explicitent pas l'origine de la pollution identifiée à partir de 2017 sur les ouvrages BO8 et BO1. L'exploitant évoque la possibilité d'une origine extérieure au site sans l'étayer. Le rapport de la surveillance quadriennale 2019-2024 (cf. point de contrôle n° 8) mentionne que les dépassements relevés sur les ouvrages BO2 et BO3 correspondent à une pollution résiduelle associée à la fuite de FOD (fioul domestique) survenue en juillet 1986.

Le rapport ANTEA de juin 2024 préconise d'étendre les paramètres de mesure (BTEX, HAP, COHV et Hydrocarbures C5-C10 et de réaliser une identification de la phase flottante) au prochain contrôle sur les ouvrages BO1, BO2, BO3 et BO8.

Le service d'inspection note que ces analyses complémentaires ont été effectuées et présentées dans le rapport ANTEA de septembre 2024. Elles montrent, l'absence de COHV (Composés Organo-Halogénés Volatils), des dépassements en HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) sur les ouvrages BO1 et BO8 (valeurs supérieures à celles fixées dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007), l'absence de détection de BTEX (à l'exception du BO3 mais sans dépassement de seuil), la prédominance des hydrocarbures volatiles (fractions C10-C12) et que le flottant prélevé sur l'ouvrage BO8 date d'une vingtaine d'année. Néanmoins, ces informations ne permettent pas à l'exploitant de conclure sur la source de cette pollution.

Le rapport ANTEA de septembre 2024, préconise de maintenir la surveillance sur les HAP et les hydrocarbures volatiles lors des prochains contrôles, et de réaliser une étude complémentaire pour caractériser la source de la pollution.

Le rapport ANTEA de mars 2025 ne contient pas d'analyses complémentaires par rapport au programme de surveillance imposé à l'article 9.1.5 de l'arrêté préfectoral n° 2013024-0002 du 24 janvier 2013, il recommande à nouveau de le compléter.

Le service d'inspection constate qu'à ce jour l'exploitant n'a pas déterminé avec certitude si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée sur les ouvrages BO8 et BO1, ni mis en œuvre l'ensemble des actions correctives permettant de connaître cette origine et de limiter l'impact des pollutions relevées sur le milieu (dont la pollution résiduelle présente au niveau des ouvrages BO2 et BO3).

Les prescriptions susvisées ne sont pas entièrement respectées, une mise en demeure est proposée au préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un plan d'actions permettant de déterminer l'origine des pollutions détectées lors des campagnes de surveillance des eaux souterraines et de limiter leur impact sur le milieu par un traitement adapté.

A cette fin, l'exploitant actualisera les études menées sur la pollution (rapports de la société WCI-ECO-AUDIT n° CS010005 de mai 1995 et de la société GRS VALTECH n° 02T325-01 du 22 août 2002) en prenant en compte la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués actualisée en 2017 (note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Dispositif de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de dépollution
Prescription contrôlée : Un dispositif de dépollution, comprenant un équipement de pompage et d'écémage doit pouvoir être mis en service dans les plus brefs délais, en cas de besoin et notamment lors de détection d'épaisseur de flottant dans un des piézomètres. L'exploitant dispose d'écémurs passifs, à placer dans les piézomètres concernés pour récupérer la phase flottante en attendant un écémage actif par pompe péristaltique. Dans ces circonstances, phases de pompage-écémage et phases de désorption des terrains, devront alterner jusqu'à stabilisation en dessous d'1 mg/l de la teneur en hydrocarbures et sous contrôle rapproché bimensuel des hydrocarbures. Une traçabilité des périodes de pompage et la comptabilisation des hydrocarbures éventuellement recueillis seront assurées.
Constats : Le service d'inspection a constaté l'absence de dispositif de dépollution comprenant un équipement de pompage et d'écémage sur le site alors que lors du prélèvement effectué par le Centre d'analyses et de recherches sur le piézomètre BO8, une épaisseur de flottant significative était présente. Le service d'inspection a relevé la présence d'absorbant (écémur passif jetable) dans les piézomètres BO1 et BO2 lors du contrôle, toutefois, ces dispositifs ne sont pas mis en place dans l'attente d'un écémage actif. En outre, les résultats des analyses de la surveillance des eaux souterraines 2024 montrent des dépassements supérieur à 1 mg/l pour la teneur de l'indice hydrocarbures total (cf. point de contrôle n°2) ainsi que la présence de flottant, sans qu'aucun enregistrement de pompage n'ait été présenté au service d'inspection sur ces périodes. La prescription susvisée n'est pas respectée, une proposition de mise en demeure est proposée au préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Bilan quadriennal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9.1.5.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal
Prescription contrôlée : Un bilan quadriennal de l'évolution de la pollution, en vue d'analyser et d'exploiter tous les résultats de la surveillance environnementale, pour l'adapter aux évolutions constatées est dressé. [...] Ce bilan est adressé au Préfet au plus tard dans les six mois suivants son achèvement pour aboutir, le cas échéant, à de nouvelles modalités de gestion de la pollution résiduaire avant la fin de la cinquième année.
Constats :

L'exploitant a transmis au service d'inspection, après la visite, par courrier électronique du 18 juin 2025, le bilan pluriannuel sur la période 2019-2024 effectué par la société ANTEA (rapport référencé n° A136837/Version A du 17 juin 2025).

Ce rapport reprend l'historique des activités du site, son environnement, les incidents survenus, les actions réalisées et les résultats des mesures.

Il mentionne la présence :

- d'hydrocarbures mesurées en proportion très variable d'une campagne à l'autre au droit des ouvrages BO1, BO2, BO3 et BO8 (avec des dépassements de la valeur de référence de 1 mg/l), sans en détecter en aval et en dehors du site,
- d'une phase flottante significative (en 2024) au niveau du piézomètre BO8. Le service d'inspection relève que cette phase flottante est également survenue (en 2019 et 2020) sur les piézomètres BO1 et BO3,
- de plomb de manière régulière au droit de l'ouvrage BO1 (avec dépassement de la valeur guide de 10 µg/l en septembre 2023 et septembre 2024) et de l'ouvrage BO8 (de même avec des dépassements en 2023 et 2024).

Il reprend l'analyse présente dans le rapport de septembre 2024 relative aux mesures complémentaires réalisées à la suite de la pollution détectée principalement sur l'ouvrage BO8.

Les conclusions de ce rapport mentionnent des propositions de renforcement du programme de surveillance avec notamment :

- le maintien d'une campagne de surveillance trois fois par an,
- l'ajout de paramètres de suivi (COHV, BTEX, HAP, HC_(C5-C10)) sur les piézomètres BO1, BO2, BO3 et BO8,
- la réalisation d'un écrémage de la phase libre,
- la réalisation de l'analyse de l'eau potable du site,
- la poursuite des investigations pour identifier l'origine de la pollution apparue en 2023 au niveau de l'ouvrage BO8,
- une mise à jour du nivellement des ouvrages de surveillance.

Toutefois, le service d'inspection constate dans ce bilan que des dépassements systématiques (à chaque campagne) du seuil de 1 mg/l d'hydrocarbures sont présents à partir de septembre 2017 sur un ou plusieurs ouvrages (BO1, BO2, BO3 ou BO8) sans qu'il mentionne la mise en œuvre d'action de traitement actif (uniquement renforcement de la fréquence de la surveillance et mise en place d'écremeurs passifs sur BO1, BO2 et BO3).

Le service d'inspection, au regard de ce bilan, et de l'impact potentiel de cette pollution sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, propose au préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire afin de renforcer la surveillance en cohérence avec le bilan quadriennal.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 8 mois

N° 9 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 4.2.3.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux

Prescription contrôlée :

Un système doit permettre l'isolement du réseau d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est [...] signalé [...].

Constats :

Le service d'inspection a constaté la présence du dispositif d'isolement entre le réseau d'assainissement du site et le milieu (le canal) pour ce qui concerne le point de rejet n° 1 (référéncé PK : 15130).

La présence de ce dispositif (obturateur) est signalé par une affiche à proximité de l'équipement.

Type de suites proposées : Sans suite